

Il y a quatre ans, nous avons conclu l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE). Et des gens comme vous, des deux côtés de la frontière, se sont donné pour tâche d'en faire un succès. Ce soir, je peux vous dire qu'après un bon départ, le Canada a atteint, au premier trimestre de 1992, un sommet sans précédent dans ses exportations aux États-Unis.

Il y a quatre ans, nous étions pris dans un grand débat animé sur l'avenir économique du Canada. Nous nous demandions s'il fallait ouvrir notre économie à la concurrence et rechercher un nouvel ensemble de règles pour gérer nos relations commerciales avec les États-Unis. Les Canadiens se sont impliqués dans ce débat. Ils ont soumis leurs vues avec grande passion et conviction. Et ils ont ultimement réglé la question par une élection.

Quatre ans plus tard, le débat reprend. Les Canadiens ne peuvent se désintéresser de la question. Certains se sentent encore menacés par les forces de l'économie mondiale; pour d'autres, ces forces sont source de stimulation. Certains ont changé de point de vue; d'autres gardent les mêmes vues.

Mais le fond du débat est essentiellement différent. Il y a quatre ans, nous mettions notre foi dans une possibilité; aujourd'hui, nous pouvons parler de la réalité en nous fondant sur les données disponibles. Aux Canadiens qui ont eu le bon sens de faire confiance au libre-échange, je dis que ces données sont rassurantes. À M^{me} Maude Barlow, à Mel Hurtig et à leurs imitateurs du Nouveau parti démocratique (NPD) et du Parti libéral qui voudraient nous faire croire que chaque moineau qui tombe a été tué par l'ALE, je dis que nous en faire endosser le blâme est dangereux et malhonnête.

Réfléchissons un moment à l'histoire de notre relation commerciale avec les États-Unis et à la façon dont nous sommes devenus ce que nous sommes. Les journaux de vendredi dernier parlaient de l'examen que le GATT (Accord sur les tarifs douaniers et le commerce) vient de faire des politiques commerciales canadiennes, et mentionnaient clairement le fait que plus des deux tiers de tout notre commerce extérieur se fait actuellement avec les États-Unis. (Le chiffre est en fait 72 % selon la méthode de la balances des paiements, et 70 % sur la base des statistiques douanières.) Certains auteurs de ces articles de presse, non contents de rapporter simplement l'étude du GATT, ont suggéré que cette situation était en partie attribuable à notre accord de libre-échange avec les États-Unis. N'est-ce pas là mettre la charrue avant les boeufs? J'invite tous les Canadiens à examiner les faits.

Entre 1935 et 1985 - essentiellement sous le régime du Parti libéral -, notre commerce avec les États-Unis s'est accru comme proportion de notre commerce global : il est passé de 45 à 74,7 % (sur la base des statistiques douanières). Ce chiffre a régressé